L’Occident collectif s’est condamné : le suicide inévitable du capitalisme | Pr Radhika Desai

On ne peut pas se fuir soi-même. La force qui détruit l’Occident ne se trouve ni à Moscou ni à Pékin, mais au cœur même de la logique impériale. Nous sommes arrivés au stade tardif du capitalisme, et ça va finir de façon atroce. Radhika Desai rejoint Pascal pour examiner ce que le marxisme permet de comprendre des États, de l’impérialisme et des rivalités géopolitiques. Ils abordent les conflits entre pays socialistes, les contradictions du capitalisme et les limites d’une classe dirigeante transnationale. Radhika Desai soutient que la financiarisation en Occident nuit à l’investissement productif et oppose cette dynamique au système bancaire et au développement industriel de la Chine. La discussion porte sur le Japon, les banques locales, la déréglementation financière et le pouvoir des monopoles, avant d’aborder la propriété publique et de se demander si le capitalisme peut encore fournir les bases matérielles d’une société pacifique et prospère. Liens de Radhika : Site de Radhika Desai : https://radhikadesai.com YouTube — Radhika Desai, économiste spécialiste de la géopolitique : https://www.youtube.com/@RadDesai Substack de Radhika : https://radicaldesai.substack.com Patreon de Radhika : https://www.patreon.com/RadhikaDesai Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz.substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/shop Chapitres 00:00 Marxisme, réalisme et système international 05:43 Impérialisme et conflits entre États socialistes 12:30 Contradictions du capitalisme et changement historique 16:26 Financiarisation contre investissement productif 22:29 Débat sur la classe dirigeante transnationale 31:44 Banques chinoises et développement industriel 35:15 Banques locales, Japon et déréglementation financière 39:34 Capitalisme monopoliste et propriété publique

#Pascal

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue pour un nouvel épisode de Neutrality Studies. Ce soir, on fait le point avec Radhika Desai. Son site, c’est RadhikaDesai.com. Et comme vous le savez tous, Radhika a une formidable chaîne YouTube, Radhika Desai Geopolitical Economist, où elle explore tous ces sujets passionnants avec des invités comme Alexander Mercouris et Michael Hudson. Elle y parle surtout, eh bien, d’économie géopolitique. Radhika, bienvenue.

#Radhika Desai

C’est toujours un plaisir d’être avec toi, Pascal.

#Pascal

Radhika, je t'ai reçue récemment à Kyoto, où tu as donné une conférence sur le marxisme aujourd' hui. Ça m'a fait pas mal réfléchir, en fait, au lien entre l'approche marxiste de la politique mondiale et le réalisme. Hier, j'ai fait une vidéo sur une critique adressée au marxisme, pas à l'école réaliste : le marxisme a du mal à expliquer d'où vient la rivalité géopolitique. Je veux dire, il y a environ deux cents pays dans le monde, et ils ont l'air de se faire concurrence. Toi, en tant que marxiste, comment tu analyses la politique internationale ?

#Radhika Desai

Vous savez, il y a un préjugé très, très profondément ancré dans ce que j'appellerais le marxisme occidental. Et c'est important : « marxisme occidental », c'est un terme bien établi qui désigne une tradition qui remonte à la Deuxième Internationale, mais qui s'est développée de façon indépendante. Elle n'a pas suivi la voie de la Troisième Internationale et du communisme. Elle est restée cantonnée à l'Europe occidentale. D'ailleurs, Perry Anderson, qui a été le premier à en analyser les grandes lignes, l'a appelé le marxisme de la défaite, le marxisme né de la défaite des mouvements révolutionnaires après la Première Guerre mondiale. Mais enfin, c'était le marxisme d' une partie de l'Europe qui n'a pas fait de révolutions.

Enfin bref, il y a cette tradition marxiste, qui a beaucoup, beaucoup de problèmes, notamment parce qu'elle a tendance à être assez aveugle à l'impérialisme. On y reviendra. Mais au sein de cette tradition, il y a cette idée que le marxisme ne parle que des classes, pas des nations. Et le préjugé, c' est que, du coup, le marxisme est profondément silencieux sur la politique en général et sur le comportement des États. Il ne comprend pas les États au-delà de ce constat, vous savez, que l'État est toujours l'État de la classe dominante, et ainsi de suite. Passé ce constat, l'idée, c'est que le marxisme ne comprend pas l'État et que, par définition, il ne comprend donc pas non plus comment les États interagissent.

Alors, à mes yeux, c'est profondément erroné. Dès le départ, Marx est tout à fait conscient que les classes et les nations jouent un rôle tout aussi important les unes que les autres dans la société moderne. Et il y a d'autres traditions marxistes qui en ont bien conscience elles aussi. Il y a autre chose qu'il faut garder à l'esprit : vous avez parlé du réalisme. Pratiquement toutes les écoles de pensée en relations internationales — je dirais même tous les courants de pensée dans les sciences sociales modernes — ont tendance à projeter les préjugés de notre propre société sur le passé, à deux mille ans de distance, voire plus. Là encore, on pourra y revenir. Mais l'idée, vous voyez, c'est de dire : « Les États font toujours ça. »

Le marxisme ne fait pas ça. Le marxisme dit qu'on peut comprendre chaque société et sa dynamique propre à partir de sa structure interne. Donc, on ne peut pas partir de ce qui se passe sous le féodalisme ou dans l'Antiquité pour comprendre ce qui se passe sous le capitalisme, parce que chaque mode de production est différent. Alors, si vous voulez une théorie marxiste des relations

internationales, il vous faut une théorie marxiste des relations internationales sous le capitalisme. Vous pourriez aussi en élaborer une autre pour le féodalisme, mais il faudrait alors regarder quelles entités politiques existaient à l'époque et quels rapports elles entretenaient entre elles. Et là, comme vous le savez, la structure politique serait très différente. On pourrait aussi remonter plus loin, jusqu' à l'Antiquité, et regarder, vous voyez, les cités grecques ou que sais-je encore. Très bien, on peut faire ça.

Mais pour moi, la première chose, c'est que le marxisme comprend les États. Le marxisme dirait que l'État-nation moderne est lui-même le produit de l'avènement du capitalisme. Quand on y pense, vous savez, les guerres de religion, le traité de Westphalie… tout ça en découle, en fait. C'était quoi, les guerres de religion ? Eh bien, le protestantisme est lié à l'essor du capitalisme, comme l'ont souligné Weber et bien d'autres. Donc, ce qu'on voit, c'est la consolidation d'un type d'État qui devient nécessaire avec l'avènement du capitalisme. Et ce qui est intéressant, vous savez, c'est que l' Europe, en particulier, est divisée en un si grand nombre d'entités politiques. Regardez une carte du monde : certaines des plus petites entités politiques se trouvent justement en Europe. Et ça aussi, c' est une trace laissée par la naissance du capitalisme, parce que les différentes classes dominantes veulent chacune leur propre État.

#Pascal

Alors, dans votre lecture du marxisme, est-ce que l'État lui-même est en quelque sorte le fief de la classe capitaliste locale ? Comment est-ce que vous comprenez l'État en tant qu'entité à part entière ?

#Radhika Desai

Bon, je dirais que « fief » n'est pas tout à fait le bon mot, mais la classe capitaliste locale a besoin d' un État puissant et relativement centralisé. Les premières formes que prend cet État, ce sont donc des États absolutistes, qui finissent par se transformer en une sorte d'État bourgeois moderne. Il faut ce degré de centralisation, de bureaucratie et d'uniformité pour créer un vaste marché intérieur, et ainsi de suite. Mais bien sûr, ce type d'État a une autre caractéristique : il déborde nécessairement de ses frontières. Dès que le capitalisme apparaît, l'impérialisme est là d'emblée.

#Pascal

Il faut expliquer ça. Et, vous savez, pour que tout le monde comprenne bien, ce qui me fascine en ce moment, c'est que le marxisme nous donne une autre façon de comprendre d'où viennent les forces qui façonnent la politique mondiale, vous voyez ? Et qu'est-ce qui met le système sous tension en ce moment ? À la conférence de Kyoto, le seul point, le seul sur lequel on semblait tous tomber d' accord, c'est que ce foutu libéralisme — le libéralisme capitaliste — est une cause profonde, peut-être la cause profonde, peut-être juste une cause parmi d'autres, mais en tout cas au moins une des causes profondes des problèmes auxquels on fait face en ces temps de monstres, ou plutôt en ces

temps de symptômes morbides. Et ça, c'est parce que le mode de production capitaliste libéral semble vider de sa substance tout ce qui l'a précédé et qui nous donnait un cadre.

D'accord. Donc, en ce sens, le marxisme essaie de déplacer le regard : au lieu de s'intéresser uniquement à la concurrence géopolitique — qu'est-ce que fait Trump ? Qu'est-ce que fait Xi ? Qu' est-ce que fait Poutine ? Qu'est-ce que font les armées ? —, il cherche à comprendre les forces de fond qui font tourner le système, c'est ça ? Alors, selon toi, qu'est-ce que le marxisme peut apporter pour expliquer les rivalités géopolitiques ? Parce que c'est le principal reproche que font les gens dont j'ai parlé dans ma vidéo d'hier. Ils disent qu'en théorie, tu vois, ça devrait être les capitalistes contre la classe ouvrière. Donc les travailleurs des deux cents pays devraient avoir intérêt à s'unir, à renverser les capitalistes et à lancer la révolution mondiale.

Et là, on a toujours deux cents États-nations, mais ils sont tous réunis au sein d'une union. Tout le monde est content, et ainsi de suite. Sauf qu'on a vu que même des pays socialistes se sont fait la guerre. La Chine et l'Union soviétique se sont livrées à une guerre froide entre pays rouges, mais on a aussi vu la Chine envahir le Vietnam socialiste, qui avait lui-même envahi le Cambodge socialiste auparavant. Alors, comment expliquer que la rivalité géopolitique persiste même entre pays socialistes ? C'est une question de structures, non ? Salut tout le monde ! L'automne est là, et on vient de lancer nos nouveaux produits dérivés. Par exemple, le monstre de notre colloque de Kyoto se retrouve sur des tee-shirts, des gobelets et des magnets. Il est vraiment mignon, ce petit gars. Allez voir ! Chaque achat nous aide directement à faire tourner la boutique, alors merci beaucoup et à bientôt !

#Radhika Desai

D'accord, je vais donc diviser votre question en deux parties. Il y en a peut-être plus, parce qu'en fait, vous posez une très vaste question, mais il y en a au moins deux. La première, c'est que, comme je l'ai souligné, l'approche que j'ai développée, et que je qualifierais de marxiste, place l' impérialisme au cœur de l'explication de ce qui fait fonctionner les relations entre les nations à l'ère du capital et de ce qui en régit la dynamique. Et là-dessus, nous avons déjà une excellente explication marxiste. Vous savez, si on veut expliquer la plus grande catastrophe qui ait frappé le monde moderne, il faut se pencher sur le déclenchement de la Première Guerre mondiale, qui, à mes yeux, est liée à la Seconde par un cordon ombilical. Je dirais qu'il s'agit d'une seule et même guerre, avec une pause entre les deux, et que cette pause a duré plus ou moins longtemps selon l' endroit du monde où l'on se trouvait.

Donc, il s'agissait d'une seule et même guerre, et au départ, c'est la rivalité impériale entre les grandes puissances capitalistes qui l'a déclenchée. Aujourd'hui, après toutes sortes de tentatives pour le nier, avec la thèse de la culpabilité allemande et ainsi de suite, des historiens comme Christopher Clark, dans son livre The Sleepwalkers, rejoignent pour l'essentiel cette explication marxiste, que des historiens comme Eric Hobsbawm reprennent et développent, d'ailleurs. Donc, je dirais que c'est bien ce qui s'est passé. Parce que ces puissances capitalistes sont impérialistes, elles

se font concurrence. Et leur rivalité a conduit à cette grande catastrophe. Comme j'aime à le rappeler, seule l'intervention des forces communistes a mis fin à cette catastrophe.

Ce que je dis, c'est que l'Union soviétique a joué un rôle décisif pour mettre fin à la guerre sur le front européen, et que les forces communistes chinoises ont joué un rôle décisif pour y mettre fin dans le Pacifique. Donc, en gros, le capitalisme n'a pas pu résoudre un problème qu'il avait lui-même créé. La fin de la Première Guerre mondiale n'a rien réglé. Il y a donc eu une Seconde Guerre mondiale, à laquelle on a mis fin au prix de très lourds sacrifices. C'est donc un point très, très important, sur lequel je tiens à insister. Vous m'avez posé une question sur la Chine, le Vietnam, l' Union soviétique, le Cambodge, et ainsi de suite. C'est un point absolument essentiel. Et je dirais que, vous savez, il faut garder à l'esprit que ces pays sont dirigés par des partis communistes, mais qu'ils ne se présentent pas comme des pays communistes. Ils se présentent comme des pays socialistes. Ils construisent le socialisme. D'accord ? Ils sont sur la voie du socialisme.

Enfin, vous savez, quand ces guerres ont éclaté dans les années soixante-dix, beaucoup de gens à gauche ont dit : « Ah, malheur à nous ! L'internationalisme de la classe ouvrière a disparu », et ainsi de suite. Mais à mes yeux, l'internationalisme dont ils parlaient, c'était en fait une sorte de mondialisme blasé. Ils s'attendaient à ce qu'une forme de solidarité spontanée et universelle naisse entre les masses laborieuses du monde entier, et que ça mette fin au capitalisme. Non, ça ne se serait jamais passé comme ça. Le socialisme ne pouvait advenir qu'à travers des révolutions dans des pays distincts, chacun de son côté. Et à mesure que ces sociétés socialistes se développeraient, elles noueraient entre elles des liens de solidarité de plus en plus forts.

Et ça s'est bel et bien passé. L'Union soviétique a commis beaucoup d'erreurs. Les êtres humains ne sont pas infaillibles, et les partis communistes non plus. Ils ont commis des erreurs à différents moments, mais ils ont bel et bien soutenu la révolution chinoise. Les Chinois et les Russes ont bel et bien soutenu le Vietnam. Ces formes de solidarité ont donc existé, et elles ont coûté cher, en vies humaines comme en argent. La Corée en est un autre exemple. Mais des erreurs ont aussi été commises en cours de route. On pourrait dire que la fin de l'Union soviétique elle-même a été une erreur. Il ne faut pas s'attendre, vous savez, à ce que le chemin vers le socialisme soit sans erreurs ni revers. Il y aura des erreurs et des revers.

Le fait est que ce sont toujours des États-nations. Ils ont eu du mal à se comprendre. Prenez la rupture sino-soviétique, par exemple. Elle tenait en grande partie au fait que l'Union soviétique et la Chine évoluaient toutes les deux dans un monde qui, à bien des égards essentiels, restait régi par le capitalisme et ses tendances impérialistes. Elles s'opposaient toutes les deux à ces forces, mais elles ont fini par prendre des positions légèrement différentes dans ce monde. Alors voilà. Enfin, à mes yeux, c'était une grande tragédie, mais une tragédie qui était, dans une certaine mesure, inévitable. Vous savez, il fallait peut-être s'attendre à ce que des choses comme ça arrivent.

#Pascal

Enfin, ce que je trouve intéressant, c'est que le marxisme classique, du moins tel que je le comprends, n'est pas une théorie normative. Ce n'est pas une théorie qui dit, vous voyez, qu'à la fin des temps, le communisme devrait advenir. Ce n'est pas ça, l'idée. Ça ressemble plutôt à la théorie de l'évolution, non ? Ça dit qu'à la fin de l'histoire — pour en revenir à Fukuyama, qui pensait que la démocratie libérale avait clos le débat —, le communisme adviendra nécessairement. La seule autre issue, c'est que l'humanité se détruise elle-même. Parce que si on pousse le raisonnement jusqu'au bout, le capitalisme finit bel et bien par se détruire lui-même. Ils nous vendront la corde avec laquelle on les pendra. Ce n'était pas une insulte. C'était une véritable analyse, non ? Alors, est-ce que vous pourriez développer un peu ? Et si on prend cette prédiction au sérieux, où en est-on aujourd'hui dans ce processus ?

#Radhika Desai

C'est une très, très vaste question, et elle est très importante. Je vais essayer d'y répondre du mieux que je peux. Évidemment, d'autres peuvent avoir un avis différent. Mais bon, d'abord, vous avez tout à fait raison à propos de Marx. Pour Marx, il ne s'agit pas de dire que le capitalisme est un mauvais système sur le plan moral et qu'on a donc le devoir moral de le changer. Ce qu'il dit, c'est que ce système est traversé par des contradictions qui l'empêchent de durer, et que par conséquent, il prendra fin. Et il disait que le communisme, c'est le mouvement réel. Donc, on avance vers le communisme. Ce n'est peut-être pas l'impression qu'on a. Et ce n'était certainement pas l'impression qu'avaient beaucoup de gens pendant la Première Guerre mondiale. Vous savez : « Mon Dieu, mais qu'est-ce que c'est que cette catastrophe ? Pourquoi ça arrive ? », et ainsi de suite. Mais ce qu'il dit, c'est que c'est dans cette direction qu'on avance.

Et en ce sens, il est vraiment hégélien : il voit l'histoire comme une marche inexorable. Mais là où Hegel y voyait une sorte de marche de la raison, pour Marx, c'est le développement inexorable des forces productives. C'est très important, et c'est un point que je retiendrais. Voilà donc la première chose que je voulais dire : je suis d'accord avec vous. La deuxième, ça nous ramène à ce que vous disiez : à Kyoto, on avait tous tendance à s'accorder sur le fait que le problème, c'est le libéralisme. Ça me dit qu'on en est à un stade relativement avancé. On est plus loin dans le processus qu'on ne pourrait le croire. Parce que, vous voyez, au dix-neuvième siècle, quand Marx et Engels ont écrit le Communist Manifesto, en mille huit cent quarante-huit, combien de personnes auraient été d'accord avec eux ?

Dieu sait que, vous savez, il n'y avait presque personne. Mais aujourd'hui, on vit à une époque où tout le monde peut s'accorder à dire qu'il y a quelque chose qui cloche dans le capitalisme, que ça ne marche pas, que le capitalisme laisse tomber l'humanité. Il laisse tomber les sociétés mêmes auxquelles les classes dirigeantes cherchent encore à l'imposer. Ça ne marche pas. Alors les gens se révoltent. Les élites au pouvoir essaient toujours de le maintenir sous une forme ou une autre, mais ça ne marche pas. Et donc, ça rejoint tout à fait ce qu'aurait dit Marx. En mille huit cent quarante-huit, Marx aurait dit : « Vous n'êtes peut-être pas d'accord avec moi aujourd'hui, mais attendez quelques décennies et vous serez d'accord avec moi, parce que les choses vont évoluer de telle sorte

qu'on verra partout la preuve que le capitalisme est à bout de souffle. » Et de fait, aujourd'hui, tout le monde le voit.

Donc, en ce sens-là aussi, je dirais que Marx avait raison. Alors, où en sommes-nous aujourd'hui ? Comme je l'ai expliqué dans plusieurs de mes écrits, notamment dans mon livre *Capitalism, Coronavirus and War*, on en est à un point où l'échec du capitalisme — au singulier —, tout comme ses nombreux échecs, saute aux yeux de la plupart des gens. Si je devais republier le livre ou en faire paraître une nouvelle édition, je l'intitulerais *The Failure of Capitalism*. Le problème, c'est que cette même période néolibérale, qui a amené le capitalisme à son point d'épuisement actuel, a aussi tellement discrédité toute forme de socialisme, de communisme, et ainsi de suite, qu'on se retrouve sans alternative. Et les seuls à tirer un bénéfice politique de l'épuisement du capitalisme, ce sont ceux de la droite radicale.

#Pascal

Est-ce qu'on peut parler un peu des modes de production ? Parce que là où on voit que le capitalisme échoue, c'est notamment dans la façon dont le capitalisme sans entraves, tel qu'on l'a connu en Occident après mille neuf cent quatre-vingt-neuf et tout au long des années quatre-vingt-dix, a mené à la financiarisation. Les États-Unis et l'Europe ont délocalisé une part énorme, vraiment énorme, de leur production et de leur industrie vers les pays du Sud, parce que ça coûtait moins cher, et ainsi de suite. Et ils ont remplacé tout ça par des produits financiers, par des paris où les mises sont énormes. Et je ne crois toujours pas que ça ait un avenir. Si on se projette deux cents ans dans le futur, je ne vois tout simplement pas la Bourse continuer à fonctionner comme elle le fait pendant encore deux cents ans. Ça me paraît inconcevable que ça puisse durer aussi longtemps. En revanche, ce que je vois bien, c'est que dans deux cents ans, les gens auront toujours besoin de vêtements, toujours besoin de manger, toujours besoin de trucs, non ?

Et puis il y a la Chine. Pendant une bonne partie de ces vingt dernières années, on se disait tous : bon, la Chine, ce n'est jamais que l'atelier du monde, où les ouvriers sont exploités. Et aujourd'hui, cet atelier construit des tours et produit tout ce qui fait le confort du monde moderne. Ils ont Chagee, une super chaîne de salons de thé qu'on trouve partout, comme Starbucks, sauf que c'est bien meilleur et bien moins cher. Et leur thé est délicieux. Enfin, ils ont tout ce qui fait le confort de la vie moderne : des trains à grande vitesse, des panneaux solaires, des véhicules électriques, des ponts, des routes. Et tout ça, ils le produisent eux-mêmes. Ils n'ont pas délocalisé la production au Bangladesh ou au Népal. Ils produisent tout ça eux-mêmes. Alors, est-ce qu'on peut en parler ? Comment la théorie marxiste explique-t-elle qu'un État comme la Chine soit capable de produire tout ça lui-même, au lieu de faire comme les impérialistes, qui délocalisent la production et se contentent d'engranger les profits ?

#Radhika Desai

Oui. Je pense que ça participe de l'épuisement du capitalisme. Dans ses pays d'origine, le capitalisme est à bout de souffle, au sens où il n'investit plus dans la production. Et, vous savez, j'en ai parlé à Kyoto. C'est vraiment au cœur de ma réflexion. D'ailleurs, je vais écrire un livre là-dessus. Je ne sais pas s'il sera court ou long, mais il faut vraiment que je publie quelque chose très bientôt. En gros, Marx soutenait que le capitalisme, une fois arrivé au stade des monopoles, aurait épuisé son rôle historiquement progressiste. Parce que, vous savez, comme tout le monde aime à le rappeler, Marx reconnaissait bel et bien au capitalisme un rôle historiquement progressiste. Enfin, ce n'est pas pour autant qu'il faut en faire l'éloge à outrance.

Je pense que même quand Marx attribuait au capitalisme un rôle historiquement progressiste, il disait très clairement que le capitalisme jouait ce rôle en traînant l'humanité dans le sang et la fange, dans le sang et la boue de l'exploitation et de l'anarchie. Il accroît les capacités de production de la société, mais il le fait de façon brutale et anarchique. Ça, Marx le savait. Mais il disait qu'une fois arrivé au stade des monopoles, le capitalisme cesserait d'être historiquement progressiste. Et moi, j' ai défendu l'idée qu'on en était déjà là au début du vingtième siècle. Et si on y réfléchit, ce qu'on a connu juste après, bien sûr, c'est une crise de trente ans qui a englobé les deux guerres et la Grande Dépression.

Ensuite, on a connu ce qu'on appelle l'âge d'or. Et si cet âge d'or a vraiment mérité son nom, c'est, à mon sens, parce que le capitalisme avait été réformé, profondément réformé, avec des États-providence keynésiens et tout ce qui va avec. Et dès que les classes dirigeantes des pays capitalistes ont estimé, dans les années soixante-dix, qu'elles pouvaient s'affranchir des obligations que la société leur avait imposées, elles l'ont fait. Et le résultat, c'est le capitalisme néolibéral qu'on connaît aujourd'hui. On nous a dit qu'il fallait adopter des politiques néolibérales parce qu'elles allaient redonner au capitalisme son dynamisme productif, mais rien de tel ne s'est produit. Depuis cinquante ans, la croissance plafonne à des niveaux très bas. L'investissement productif aussi. Les inégalités ont explosé. La financiarisation aussi.

La désindustrialisation a progressé inexorablement, laissant tant de gens pratiquement sans accès à des emplois décents, avec pour seuls débouchés des emplois dans les services. Alors, toutes les contradictions s'accentuent. Pendant ce temps, vous savez, beaucoup de gens pensent que le capitalisme ne crée pas d'emplois dans ce que j'appelle les berceaux du capitalisme, mais qu'il en crée ailleurs. Et c'est une énorme erreur. Ce n'est pas le capital occidental qui crée des emplois ailleurs. Il se contente de sous-traiter. Et quand on sous-traite, on n'investit rien. On ne fait pas d' investissement productif. Celui qui investit réellement, c'est un capitaliste en Indonésie, en Chine, en Thaïlande, en Malaisie, au Bangladesh, peu importe. C'est lui qui fabrique les produits et qui les vend ici.

Donc, ce que je dis, c'est que cette vieille conception du capitalisme propre au marxisme occidental posait, comme je le disais, beaucoup de problèmes. J'ai déjà dit que les marxistes occidentaux n' arrivaient pas vraiment à rendre compte de l'impérialisme. Ils avaient aussi tendance à voir le

capitalisme comme un système prométhéen qui allait sans cesse franchir de nouveaux sommets dans le développement des forces productives. Mais quelles forces productives a-t-il vraiment développées ? Vous savez, Robert Gordon, l'économiste américain, qui est loin d'être marxiste, a avancé que les grands gains de productivité qu'on a connus sous le capitalisme s'étaient déjà épuisés dans les années mille neuf cent soixante-dix. Et depuis, vous savez, la croissance de la productivité sous le capitalisme est très anémique.

Donc le capitalisme ne développe plus les forces productives. Et il ne s'agit pas seulement de dire qu' il serait grand temps que les gens se rendent compte qu'il a fait son temps. Les gens s'en rendent déjà compte. Enfin, le discours anti-impérialiste est assez présent, notamment à cause des images choquantes de ce que font l'Occident et Israël à Gaza. Mais le problème, c'est qu'il n'y a pas de discours proprement socialiste, en partie parce que, vous savez, on a cloué le socialisme au pilori. On a dit que l'Union soviétique s'était effondrée parce que le socialisme ne marche pas. C'est tout simplement faux.

#Pascal

Vous savez, je crois que si on s'est retrouvés à Kyoto autour de cette question du libéralisme, c'est notamment parce qu'on est nombreux à partager votre analyse, ainsi que celle de Nel Bonilla et d' Ulrike Guérot : il existe bel et bien une classe libérale transatlantique, dont les membres coopèrent davantage entre eux qu'avec les gens de leurs propres États-nations. Et je lance ça comme ça : on ne voit pas de classe ouvrière transnationale commencer à coopérer à l'échelle mondiale. En revanche, on voit bien une classe libérale transatlantique, du moins en Europe et aux États-Unis. Et on a plusieurs noms pour la désigner. J'adore tout particulièrement celui que nous ont donné les Iraniens. Ils l'appellent la classe Epstein. Ça accroche bien. C'est charmant, non ?

Parce que l'affaire Epstein, c'est un exemple tellement indéfendable, tellement grotesque, de la façon dont les gens tout en haut de l'échelle sociale se battent et se font chanter entre eux, mais savent aussi coopérer et se serrer les coudes. Et puis ils mettent en place une sorte de structure verticale, fondée sur la contrainte, qui leur permet, en gros, de faire chanter n'importe qui, y compris Donald Trump. Et là, on entend toutes sortes d'interprétations : « Ah, est-ce que ce sont les Israéliens qui contrôlent les États-Unis, ou est-ce que ce sont les États-Unis qui se servent des Israéliens pour faire avancer leur propre impérialisme ? » Il y a ce débat, avec, disons, Brian Berletic d'un côté et John Mearsheimer de l'autre. Mais il y a quand même cette idée qu'il existe une classe dirigeante qui est, au fond, transnationale.

Et cette dimension transnationale est particulièrement marquée entre l'Europe et les États-Unis, mais on la retrouve aussi entre les États-Unis et certains pays du Golfe. On la retrouve aussi un peu plus à l'est. Et on la voit très clairement plus au sud, en Amérique du Sud, dans la façon dont les États-Unis contrôlent deux ou trois pays sud-américains en s'intégrant à leurs élites. C'est comme ça qu'ils étendent leur influence là-bas. Et puis il y a les banques, non ? Les banques, dont le FMI et la Banque mondiale, décident de ce que les pays peuvent ou ne peuvent pas faire en les piégeant par

la dette. Mais au fond, tout ça nous ramène à une classe sociale, non ? Cette classe met en place des politiques qui servent ses intérêts, pas ceux de chaque pays. Alors, du point de vue de la théorie marxiste contemporaine, comment est-ce que tout ça cadre, selon vous, avec les prédictions de Marx ?

#Radhika Desai

Alors, tout d'abord, je tiens à dire que certains de mes meilleurs amis ont contribué aux travaux sur la classe capitaliste transnationale. Je pense notamment à Kees van der Pijl, qui a écrit The Making of the Atlantic Ruling Class en mille neuf cent quatre-vingt-quatre. Je ne minimise pas du tout l' importance de ce travail. Je pense qu'il est très important. On devrait tous le lire. On devrait tous le comprendre. Et je ne doute pas non plus qu'il y ait eu des tentatives, en particulier de la part des États-Unis, pour créer une élite vassale, surtout en Europe, mais aussi au Japon, où vous êtes. Alors peut-être que vous aimeriez ajouter quelque chose là-dessus. Mais je ne pense pas que cette expérience ait été une réussite totale.

Ce projet n'a pas été une réussite totale. Vous savez, Ernest Mandel, le célèbre marxiste, a écrit un livre au début des années soixante-dix où il expliquait qu'il voyait dans ce qu'on appelait alors la Communauté économique européenne une tentative de faire contrepoids à la taille de l'économie américaine. Et à bien des égards, c'est pour ça qu'on a lancé l'euro. En fait, à l'origine de l'euro, il y a le fait que les Européens en avaient assez de faire partie du système du dollar. Ils ont décidé qu'au minimum, leurs transactions entre eux se feraient en dehors de ce système. Donc il y avait ça. Il y a eu, bien sûr, de Gaulle, qui a retiré la France des structures de commandement de l'OTAN. Il y a eu Willy Brandt et son Ostpolitik. Il a dit aux Américains : « Écoutez, si vous voulez mener votre guerre froide, allez-y. »

« Mais l'Europe de l'Est et l'Union soviétique sont nos voisines, et nous allons nouer nos propres relations avec elles. » Peu après la fin de la guerre froide, les élites européennes ont tenté à deux reprises de mettre en place leurs propres structures de sécurité, et ainsi de suite : une fois dans les années quatre-vingt-dix, et une autre dans les années deux mille. Aujourd'hui, on n'en a peut-être pas l'impression, parce que beaucoup de gouvernements au pouvoir dans différentes capitales européennes semblent être le produit de la National Endowment for Democracy et d'organisations du même genre, qui ont en gros créé une sorte de classe de vassaux en Europe. Mais je ne dirais pas que ce projet a entièrement réussi.

Je pense que le problème est plus profond, et je dirais aussi que, vous savez, ça fait partie de l' impasse dans laquelle se trouve le capitalisme. Souvenez-vous, j'ai dit que le capitalisme avait déjà atteint cette phase d'épuisement, qu'il avait déjà dépassé sa date de péremption au début du vingtième siècle, à la veille de la Première Guerre mondiale. J'ai même écrit un petit article, avec un brin d'insolence, pour expliquer pourquoi Lénine avait raison à propos du stade suprême du capitalisme. Parce que, vous savez, les gens se moquent de lui. Ils disent : « Qu'est-ce qu'il voulait dire ? Regardez, le capitalisme a connu un âge d'or par la suite, et tout le reste. Il est toujours là. »

Non, il y a une explication complètement différente. Mais enfin, à mes yeux, le capitalisme a aujourd' hui un sérieux problème. S'il s'en tenait au cadre national, il serait sous le contrôle d'un État plus puissant, que lui-même ne pourrait pas contrôler, puisqu'on vit à l'ère de la politique de masse.

Il lui faut donc, comment dire, une forme d'expansionnisme au-delà de ses frontières. Mais vu le déclin de l'impérialisme, la seule option qui leur reste, c'est de se réfugier sous le parapluie américain. Or ce parapluie est lui-même en lambeaux. Il ne leur apportera pas non plus ce dont ils ont besoin. Et au passage, la classe dirigeante japonaise a été confrontée au même problème. Donc, en gros, voilà le problème qui se pose à eux : s'ils acceptent d'envisager un avenir dans un cadre national, ou peut-être même européen, leurs options sont limitées. Dans le cas du Japon, elles le sont encore plus parce que, vous savez, le pays est entouré par l'hostilité qu'il a lui-même suscitée il y a cent ans, quand il était une puissance coloniale, et ainsi de suite.

Donc, il ne peut pas y avoir de marché comparable à celui de l'Europe. Mais de toute façon, l'Union européenne elle-même ne s'est pas révélée viable en tant que projet transnational. Enfin, regardez : le Conseil des ministres reste plus important que la Commission européenne, à Bruxelles. La bureaucratie européenne n'est pas en mesure d'agir comme une force indépendante. Alors, pour ce qui est de la classe capitaliste transnationale, il ne fait aucun doute qu'on a essayé d'en créer une, notamment du côté des Américains. Mais savoir si ces tentatives ont abouti, c'est une autre question. Enfin, on ne devrait pas employer l'expression « classe capitaliste transnationale » à la légère, même quand on ne l'applique qu'aux économies avancées, vous savez, aux berceaux du capitalisme.

#Pascal

Ouais, mais il faut quand même arriver à comprendre comment ça marche, non ? Parce que, enfin, au fond, toute la théorie, c'est que la société se développe en fonction de la façon dont on produit les choses. Si on ne produisait rien, on mourrait, non ? Donc il nous faut un mode de production, que ce soit l'agriculture de subsistance ou le féodalisme, où un groupe domine et où les autres sont, en gros, des esclaves, non ?

#Radhika Desai

Les serfs, ce n'était pas la même chose que les esclaves, mais bon. Je suis marxiste, donc je vais insister là-dessus.

#Pascal

Mais vous avez l'agriculture, le féodalisme ou le capitalisme, et dans le capitalisme, c'est ça, le mode de production. Ou alors, comme on le voit aujourd'hui en Chine et ailleurs, il y a une sorte d' organisation socialiste où, d'un côté, vous avez une économie de marché sur le terrain, mais aussi, au sommet, une planification centralisée. Et le pouvoir politique l'emporte sur les oligarques, disons.

En Chine, vous n'avez pas quelqu'un comme Elon Musk, Jeff Bezos ou Jensen Huang qui soit très proche de quelqu'un comme Donald Trump, n'est-ce pas ? Enfin, c'est l'idée, en tout cas. C'est vraiment le pouvoir politique qui contrôle la sphère économique, donc on a une autre façon de produire et d'avancer en tant que sociétés.

Moi, je dirais même qu'aujourd'hui, les Japonais sont plus proches, beaucoup plus proches, de la Chine que des États-Unis, même s'ils savent très bien faire semblant d'être comme les Américains. Les Japonais sont passés maîtres dans l'art de faire semblant, et ils ont de bonnes raisons de le faire, et tout ça. Ce n'est pas évident, même pour eux, mais leur économie est en fait bien plus proche du modèle chinois que du modèle américain. Et pour moi, c'est ce qui explique que l' économie japonaise tourne encore plutôt bien. Ce n'est pas formidable, mais enfin, si on compare la façon dont les choses fonctionnent au Japon et en Europe, moi, je choisis le Japon sans hésiter.

#Radhika Desai

Oui, le Japon a l'économie la plus productive.

#Pascal

L'économie la plus productive, c'est celle qui est tout simplement plus pragmatique quand il s'agit de faire avancer les choses. Vous savez, on a besoin de certaines choses, et il faut bien les produire d' une manière ou d'une autre. Alors, mettons-nous autour d'une table avec toutes les parties prenantes et faisons un plan, non ? Et c'est pas forcément comme ça que fonctionne le capitalisme. Le capitalisme, lui, dit : « Bon, on va juste dire à tous les autres ce qu'on veut. Si on ne l'obtient pas ici, on ira le chercher moins cher ailleurs. Et ce qui se passera dans dix ans, on s'en fout. » Voilà.

#Radhika Desai

Oui. Vous savez, j'aimerais revenir à la question que vous avez posée tout à l'heure sur la Chine, parce que je la trouve très importante. Vous opposiez la financiarisation et la désindustrialisation des pays occidentaux à la capacité de la Chine à devenir non seulement l'usine du monde où l'on exploite les ouvriers, mais aussi l'atelier du monde et, aujourd'hui, la grande puissance mondiale des hautes technologies. Et la Chine, elle cumule ces trois rôles. Pour moi, un des points essentiels à garder à l' esprit, c'est que tout ça est possible parce que la Chine a un système financier complètement différent.

Et à une époque, l'Allemagne et le Japon avaient eux aussi ce genre de système financier. C'est le genre de système dont Hilferding faisait l'éloge dans son livre Finance Capital. Il disait que la deuxième révolution industrielle, avec ses gros besoins d'investissement et tout ce qui allait avec, faisait naître un nouveau type de système financier. Le système allemand en était l'exemple par excellence, même si, d'après lui, ce nouveau type de système existait aussi aux États-Unis, sous une forme qui leur était propre. Et il opposait explicitement les systèmes allemand et américain au

système britannique. Il disait que le système britannique était complètement différent. Il relevait encore de l'ancien modèle.

Le système britannique accorde des crédits commerciaux à court terme, mais au-delà de ça, il se livre surtout à la spéculation, aux prêts à des fins improductives, aux prêts prédateurs, et ainsi de suite. En Chine, et autrefois aussi au Japon, en Allemagne et aux États-Unis, on avait des systèmes financiers productifs, conçus pour financer l'investissement à long terme. Et comme ces banques finançaient des investissements à long terme, elles avaient désormais un intérêt dans l'avenir des entreprises qu'elles finançaient. Au fond, elles se sont donc mises à planifier l'activité industrielle, vous voyez ? C'est un point que Marx soulève et que Hilferding approfondit dans son livre, que beaucoup de gens à l'époque appelaient le quatrième tome du Capital.

Et Lénine pousse cette idée plus loin dans sa brochure très, très mal comprise, Imperialism, the Highest Stage of Capitalism. Il y a des passages magnifiques où il explique que ces banques n' emploient pas seulement des financiers et des gens qui consultent des tableaux de taux d'intérêt, et ainsi de suite. Elles emploient aussi des ingénieurs, des spécialistes de la planification, etc. Et c'est à ça que pensait Hilferding quand il disait que, pour arriver au socialisme en Allemagne, il suffisait de nationaliser les six grandes banques berlinoises. Et beaucoup de gens se moquent de lui. Vous voyez, est-ce que vous pensez qu'en nationalisant Goldman Sachs, on se rapprocherait un tant soit peu de l'appareil productif ? Mais rappelez-vous : il parlait de six grandes banques berlinoises, pas de six grandes banques londoniennes. Ça aurait été deux affirmations complètement différentes.

Donc, les banques berlinoises fonctionnaient comme ça. Les banques londoniennes, elles, ne fonctionnaient pas comme ça. Et les banques américaines d'aujourd'hui non plus. Alors, j'ai pas mal lu sur le système financier chinois. Et chaque fois que des Occidentaux en parlent dans leurs écrits, c' est comme si, vous voyez, il n'était pas encore sorti de la caverne de son enfance, si j'ose dire, pour devenir un vrai système financier sophistiqué, comme celui des États-Unis. Et moi, je me dis : Dieu merci, il refuse d'évoluer dans ce sens, parce que s'il le faisait, la Chine cesserait d'être l'atelier du monde. Elle cesserait d'être la puissance de haute technologie qu'elle est aujourd'hui, et ainsi de suite. C'est ce système financier qui permet à la Chine d'accroître sa capacité de production.

#Pascal

Vous savez, il y a cette thèse, et il faut vraiment que je parle à Werner. Comment il s'appelle, déjà ? L'économiste qui a écrit sur la décennie de stagnation du Japon. Son nom de famille, c'est Werner.

#Radhika Desai

Werner.

#Pascal

Je ne connais pas cette personne. Je vais me renseigner sur lui, et il faut vraiment que je lui parle. Mais l'un des points clés de sa thèse, c'est que Deng Xiaoping est allé au Japon et leur a carrément demandé : « Alors, comment vous avez fait, après la Seconde Guerre mondiale, pour accomplir ce miracle ? Comment vous avez fait pour vous relever aussi vite ? » Et la réponse, en gros, c'était : « Il faut beaucoup de petites banques. Il faut beaucoup de prêteurs, pas juste un seul prêteur solide. Il en faut plein de petits, qui accordent les crédits qui font tourner l'économie. Et ces banques doivent être petites et locales, parce que c'est sur le terrain que les gens savent comment ça marche. »

Et si je prends le système bancaire suisse, d'un côté, vous avez UBS, qui se livre aux mêmes combines douteuses que les autres, surtout par le biais de sa branche d'investissement. Mais de l' autre, il y a beaucoup de petites banques locales qui accordent des prêts pour le logement, mais aussi aux industries du coin. Et c'est vraiment ça qui fait tenir pas mal de choses, qui permet au pays de garder sa capacité de production. Peu de gens le savent, mais la Suisse fabrique encore des trains.

#Radhika Desai

Oui, au fait, c'est à Richard Werner que tu penses. « Princes of the Yen ». Oui.

#Pascal

« Princes of the Yen ». C'est un livre très, très important. L'auteur est très proche de la théorie monétaire moderne, parce que sa thèse, c'est que ce sont les banques locales qui créent la monnaie, pas la banque centrale. Les banques locales créent la masse monétaire en accordant des prêts. C'est un élément clé du fonctionnement des économies productives.

#Radhika Desai

Bon, alors, la première question, c'est de savoir s'il faut beaucoup de petites banques locales, comme les Landesbanken en Allemagne, par exemple, ou plutôt quelque chose qui ressemble à ce qu'avait le Japon. Au Japon, il y avait ces grands zaibatsu, et chaque grand zaibatsu avait sa propre banque.

#Pascal

Ouais, mais c'était un peu comme des banques industrielles, non ?

#Radhika Desai

Et elles pouvaient accorder des prêts pour financer des investissements à long terme. C'est ça qui est essentiel. C'était leur rôle. Elles faisaient littéralement partie de l'entreprise productive. Bon, mais

ce n’est pas la question. La question, c’est ce que ces prêts servent à financer. Jusque dans les années mille neuf cent soixante-dix et mille neuf cent quatre-vingt, dans pratiquement tous les pays, la réglementation financière faisait en sorte que les banques continuent de financer les activités productives. Aux États-Unis, par exemple, le système bancaire était l’un des plus réglementés de l’ histoire, grâce aux règles mises en place à l’époque de la Grande Dépression. Si vous étiez couvert par la Federal Deposit Insurance Corporation, eh bien, en gros, on vous disait quel taux d’intérêt appliquer quand vous prêtiez de l’argent.

On vous disait à quel taux vous pouviez emprunter et dans quoi vous pouviez investir. Enfin, tout ça était fixé à l’avance. Et si vous vouliez spéculer sur les marchés d’actifs, vous ne bénéficiiez pas de la protection de l’organisme fédéral de garantie des dépôts. C’étaient donc ce qu’on appelait les banques d’investissement. C’étaient de petites banques. Elles spéculaient avec leur propre argent, sans cette protection. Très bien.

#Pascal

Tout ça se passait aussi aux États-Unis avant qu’ils n’abrogent la loi Glass-Steagall, non ?

#Radhika Desai

Eh bien, la déréglementation avait déjà toute une histoire, et l’abrogation de la loi Glass-Steagall en a été le point culminant. Le mouvement de déréglementation était déjà bien engagé dans les années quatre-vingt. Vous voyez, tout le système de réglementation était devenu intenable face à l’inflation qui était apparue dans les années soixante-dix. Et comme vous le savez, l’inflation était très forte, donc il a fallu revoir beaucoup de règles. Mais au lieu d’adapter le système à cette nouvelle donne tout en gardant des règles en place, ils ont fini, en gros, par déréglementer petit à petit. Ils ont donc supprimé, une à une, différentes restrictions qui remontaient à la Grande Dépression, et la dernière étape, ça a été l’abrogation de la loi Glass-Steagall.

#Pascal

Désolé, on arrive aux dix dernières minutes. Au départ, je voulais parler de la façon de concilier le marxisme et le réalisme. On en est loin. On en est loin. Mais l’analyse est tellement importante. Donc, en un sens, qu’on regarde les choses sous un angle capitaliste ou communiste, on en est arrivé à un point où le capitalisme commence à se démanteler de lui-même, non ? Parce que ces réglementations étaient vraiment importantes pour faire tourner le mode de production, pour que tout ça continue de fonctionner.

Si toutes ces réglementations étaient restées en place, et si les États-Unis étaient restés une grande puissance capable de fabriquer eux-mêmes ce dont ils ont besoin, ils pourraient peut-être encore produire assez de matériel militaire pour dominer le monde : des missiles Patriot et tout le reste. Mais ils ont perdu cette capacité. Le complexe militaro-industriel est toujours là, mais je pense qu’on

est nombreux à trouver qu'il est bien plus faible aujourd'hui que dans les années soixante, soixante-dix et quatre-vingt. On l'a fragilisé. On l'a bradé. Aujourd'hui, les terres rares viennent de Chine, et personne ne s'en était rendu compte. Et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de ce qui affaiblit la capacité des États-Unis à produire et à se doter de la puissance qu'ils ont besoin de projeter à l'étranger. Alors, où est-ce que ça nous laisse ? D'après vous, où est-ce que ça nous laisse ?

#Radhika Desai

Oui, je vous accorde que le Japon est peut-être dans une situation un peu meilleure que les États-Unis ou l'Europe de l'Ouest. D'accord, je ne vais pas chipoter là-dessus. C'est aussi l'impression que j' ai quand j'y vais ou quand je lis des choses sur le Japon, c'est sûr. Mais si le capitalisme est dans cette impasse aux États-Unis et, d'ailleurs, dans tous les grands pays capitalistes, c'est parce que le capital monopoliste n'obéit pas à la même dynamique que le capital concurrentiel. Au fond, c'est de ça que parlait Marx. Du coup, le capital n'a pas à affronter la concurrence.

Donc, ce que fait le capital, c'est qu'il se sert de sa position de monopole pour tirer des revenus de rente, et ainsi de suite. Et beaucoup de gens ont réagi en disant : « On ne vit plus sous le capitalisme. C'est du féodalisme. » Et moi, je leur dis : « Non, ne dites pas ça, parce que ça dédouane le capitalisme. » Eh bien voilà, à quoi ça ressemble, le capitalisme monopoliste sénile. Et si vous dites que c'est du féodalisme, on va tous se mettre à chercher à créer une espèce de capitalisme idéal. Ça n'existe pas. Ça n'existera pas. Et ce qui est intéressant, c'est qu'on déteste tous les monopoles, mais que, pour beaucoup de formes de production, on a besoin de produire à la grande échelle qu'on a atteinte.

L'idée, donc, ce n'est pas d'en finir avec la production à grande échelle. Vous savez, ce serait un retour en arrière dans l'histoire. Ça ferait régresser les forces productives. Alors, je pense qu'on a besoin de ces grands monopoles. Ce qu'il faut, c'est les placer sous contrôle public. C'est ça qu'il faut faire. Aujourd'hui, une grande partie de la production est plus efficace quand elle se fait à grande échelle. Il n'y a donc aucune raison de laisser une poignée d'intérêts privés en tirer des rentes. Il faut tout simplement en faire un service public. Je vais le dire très simplement : Amazon devrait être un service public.

#Pascal

Vous savez, on est d'accord : il y a des choses tellement essentielles qu'il faut faire en sorte qu'elles soient accessibles à tous. L'éducation, les soins de santé, l'énergie, l'électricité, l'approvisionnement en eau. Prenez le chemin de fer, par exemple. C'est un chantier bien trop vaste pour une seule entreprise. Il faut un effort à l'échelle nationale. Mais une fois que le réseau ferroviaire est en place, tout le monde en profite. Les Chinois vous le diront, les Japonais vous le diront, et les Européens aussi. Les Européens ont d'ailleurs un réseau ferroviaire plutôt correct, même si les trains ne sont pas toujours à l'heure. Mais au moins, eux, ils ont ce réseau, contrairement aux Américains. Donc

oui, on en a vraiment besoin. La question, c'est comment le construire sans compromettre son bon fonctionnement. Et ça me ramène à votre point de départ.

La question, alors, c'est : est-ce que le système actuel est fait pour atteindre cet objectif ou pas ? Et je crois qu'à Kyoto, notre réponse a été non. Le libéralisme ne mène pas vraiment à ce résultat. Mais Marx disait : « Regardez, on a là une théorie, et celle-ci mènera à ce résultat, non pas parce que ce serait souhaitable, mais parce que c'est inévitable. » Oui.

#Radhika Desai

Et en fait, quand je lis le FT — que je lis malheureusement tous les jours, même s'il m'agace de plus en plus —, il y a toujours un article ou un autre pour expliquer qu'il ne faut pas taxer le capital. Ils parlent comme si on vivait encore à une époque où le capitalisme était concurrentiel et dynamique, où il générait de la croissance, des investissements, des emplois, et ainsi de suite. Et malgré tout ce qui prouve le contraire, ils continuent à défendre le capitalisme avec ces mêmes arguments. Alors, même si les pressions budgétaires s'accentuent, leur discours, c'est toujours : « Ne taxez pas le capital, ne taxez pas les riches », et ainsi de suite. Vous voyez, « Ne taxez pas les capitaux étrangers », et j'en passe.

#Pascal

Oh, les pauvres riches… Ça me fend le cœur. Comment ils font pour payer autant d'impôts alors qu' ils gagnent déjà autant d'argent ? Ce qui est drôle, c'est que dès qu'on a de l'argent, on commence vraiment à raisonner comme ça, non ? Comment je le planque, et où ? Et puis, bien sûr, la réponse des libéraux, c'est : « Ah, mais alors l'argent va tout simplement partir à l'étranger », et ainsi de suite. Et c'est là que les juridictions nationales entrent de nouveau en jeu, non ? On peut planquer son argent ailleurs. Mais là, on sort du sujet dont on voulait parler.

On n'a même pas encore abordé le volet réaliste de tout ça, mais j'espère qu'on aura l'occasion d'en parler dans de prochains épisodes. Radhika, tu animes bien sûr la chaîne Radhika Desai, Geopolitical Economist. Tu enseignes à l'Université du Manitoba, et sur ton temps libre, tu nous proposes toutes ces analyses passionnantes avec des invités vraiment, vraiment excellents. J'encourage tout le monde à s'abonner à Radhika Desai, Geopolitical Economist. C'est une chaîne formidable, et Radhika nous fait toujours découvrir des gens formidables. Où est-ce qu'on peut te retrouver, à part sur ta chaîne ?

#Radhika Desai

Ah oui, il y a mon site, radhikadesai.com. D'ici une semaine environ, on va en lancer une nouvelle version à la même adresse, alors n'hésitez pas à y faire un tour. Je suis aussi sur Substack, Patreon, etc.

#Pascal

Et comme je l'ai dit à la conférence, vous savez, le marxisme et le maoïsme modernes, c'est en fait plutôt sympa et intéressant. Et Radhika est vraiment à l'avant-garde de toute cette évolution. Et on est tous d'accord : on veut que ça se fasse pacifiquement. On veut faire évoluer le système actuel. On ne veut pas couper les ponts derrière nous et tuer énormément de gens. On veut tout le contraire. Alors, n'hésitez pas à suivre Radhika et à découvrir ce qu'elle a à proposer. Radhika, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps.

#Radhika Desai

Merci beaucoup, Pascal.